

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9051>

# **Les nouveaux agents secrets qui préservent la France du terrorisme**

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : mercredi 22 octobre 2008

---

**Spyworld Actu**

---

### **En exclusivité, Bernard Squarcini, chef de la Direction centrale du renseignement intérieur, née de la fusion des services RG et de la DST, détaille son action contre les "nouvelles menaces" et évoque les dérives du fichage tel qu'il existait**

Bernard Squarcini reçoit dans son grand bureau vitré, au cinquième étage d'un immeuble fraîchement rénové, à Levallois-Perret, la banlieue parisienne chic. Ici, dans le saint des saints du renseignement français, pas de paranoïa exacerbée ou de tension apparente. Même s'il a fallu franchir plusieurs portiques de sécurité, on s'imaginerait plus volontiers au siège d'une grande entreprise que dans un repaire d'agents secrets.

Nous sommes pourtant au coeur de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), ce que le ministère définit lui-même comme le "FBI à la française", né de la fusion des Renseignements généraux (RG) et de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Son nouveau "patron" a accepté de nous livrer sa toute première interview depuis sa nomination, en juillet, afin de détailler sa mission.

Une façon d'éclaircir la vocation du renseignement français, dans un contexte tumultueux. Après la polémique sur le fichier Edvige, critiqué pour son intrusion dans la vie privée des Français, la publication de notes confidentielles réalisées par Yves Bertrand, ancien directeur des RG, agite le monde politico-judiciaire. Le contenu des informations, mettant en lumière des détails intimes de personnalités publiques, a poussé les personnes mises en cause, de Nicolas Sarkozy à Arnaud Montebourg, en passant par Charles Pasqua, à déposer plainte contre le haut fonctionnaire.

Un aspect du renseignement "à l'ancienne", qui ne fait aujourd'hui plus partie des prérogatives de la DCRI. Bernard Squarcini doit désormais se concentrer sur deux objectifs majeurs : assurer la sécurité et l'intégrité du pays face au terrorisme ou à l'ingérence d'agents étrangers. Pour cela, il compte unir les forces de la DST et des RG, tout en mutualisant les moyens de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Une véritable révolution, accompagnée d'une autre évolution majeure.

Le lien direct qui est créé entre la DCRI et l'Élysée. Bernard Bajolet, ancien ambassadeur de France en Irak, sera chargé de coordonner toutes les actions, en contact permanent avec la présidence, à l'image du Director of national intelligence, aux États-Unis. Mais la comparaison s'arrête là. D'après Jean-Louis Bruguière, l'ancien juge antiterroriste, que nous avons rencontré dans son nouveau bureau du ministère de la Justice, l'efficacité du renseignement français fait aujourd'hui référence auprès de toutes les grandes puissances qui veulent se prémunir du terrorisme.

---

## **L'INTERVIEW de Bernard Squarcini / directeur central du renseignement intérieur**

**- Vous avez fusionné deux institutions, les Renseignements généraux et la Direction de la surveillance du territoire. Pourquoi ?**

- Bernard Squarcini : Il fallait revoir notre dispositif face à l'évolution des nouvelles menaces. Nous devons être plus efficaces pour éviter les doublons à certains endroits et les vides ailleurs. Il n'y a plus de frontières entre les menaces intérieure et extérieure au pays. Après la fusion, il y aura la mutualisation des moyens avec la DGSE (Direction

générale de la sécurité extérieure), avec plus d'échange d'experts. C'est une volonté du chef de l'État et du ministre de l'Intérieur.

### ► Quelles sont les "nouvelles menaces" ?

Bernard Squarcini : Contrairement à 1995 et à l'attentat du RER Saint-Michel, les individus n'agissent plus de la même façon. Il y avait des réseaux, actionnés depuis l'étranger, comme l'a fait le GIA algérien. Aujourd'hui, il s'agit de filières qui s'organisent avec le retour des combattants du "Djihad" (la guerre sainte), qui reviennent de la zone pakistano-afghane, d'Irak ou de Tchétchénie. Ensuite, il y a les pays du Maghreb, avec al-Qaïda Maghreb islamique (Aqmi), la nouvelle organisation qui a succédé au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et a fait allégeance à al-Qaïda. Ils ont aujourd'hui une grosse potentialité pour nuire aux intérêts et aux ressortissants français dans leur pays. Enfin, la dernière menace, ce sont les convertis à l'Islam, qui se radicalisent en France. Il faut faire attention aux dérapages.

### ► Y a-t-il des menaces sur Marseille et sa région ?

Bernard Squarcini : Dans cette ville, les choses ont toujours été différentes. Il y a un gros travail fait par les associations, mais aussi la partie souterraine, le chiffre noir de l'immigration clandestine, qui est très fort. Du coup, la région, qui sert de zone de transfert, pour la petite logistique, les médicaments, l'armement n'est pas vraiment ciblée par les terroristes. Ce que nous voulons, c'est stabiliser les "zones grises" qui sont sous l'Algérie, le Sahara, aux mains des Touaregs, où al-Qaïda vient se greffer pour le trafic de stupés et d'armes. Le projet d'Union pour la Méditerranée doit contribuer à cette volonté de normalisation et Marseille doit y jouer un rôle majeur.

### ► Quelle est la méthode pour identifier et interpeller les terroristes potentiels ?

Bernard Squarcini : Il faut d'abord comprendre que le problème des nationalités ne compte plus. C'est la confiance acquise au combat qui solidifie les liens entre eux. Cela va de l'électron libre à la filière. Il est donc nécessaire de travailler à l'international. On a 170 liaisons avec les services étrangers. La doctrine est de travailler en anticipation, de faire de la détection précoce. Notre dispositif législatif nous permet de travailler avant le passage à l'acte. C'est un dispositif original puisqu'on peut faire du renseignement et la procédure judiciaire. Ensuite, il y a un lieu d'arbitrage, c'est l'Élysée, avec Bernard Bajolet, le coordinateur du renseignement. C'est un peu à l'image des États-Unis, où le Director of national intelligence (DNI), coordonne les 16 agences de renseignement.

### ► Le renseignement a mauvaise presse, notamment avec la publication des carnets noirs d'Yves Bertrand, l'ancien directeur des RG...

Bernard Squarcini : Les bonnes notes de Bertrand appartiennent au passé. Depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, ce système est terminé. En ce moment, l'image est négative parce qu'on a sorti les miettes qui étaient sous le tapis. Les initiatives de quelques-uns ne sont pas à l'image du travail collectif qui est fait. On est à la fin d'une époque. Il faut prendre le temps d'expliquer. Nous ne sommes pas là pour nuire aux libertés individuelles. Aujourd'hui, si vous voulez savoir quelque chose sur quelqu'un, vous allez sur "Facebook" (un site internet de réseau social) ou sur Google et vous avez tout ce que vous voulez. Tant qu'il n'y a pas d'attentat, ça va. Mais si on en a trois d'un coup, on sera content de pouvoir compter sur nos fiches et notre travail effectué en amont.

### ► Quand prenez-vous l'initiative d'établir une fiche sur tel ou tel individu ?

Bernard Squarcini : Il peut y avoir une demande particulière, sur une chose très précise. Une info qui sort du conseil

des ministres, cela peut intéresser des pays étrangers. On est davantage sur la protection des institutions. C'est comme un télégramme diplomatique qui fuit, sur la situation de tel ou tel pays sensible, cela peut faire des morts. Dans ce cas-là, je suis saisi. Je peux aussi m'intéresser à un journaliste qui est en liaison avec un service étranger offensif de contre-espionnage. Si vous êtes spécialisé en défense et que vous êtes reçu par un ex du KGB, j'ai le devoir de me renseigner.

► **Un tract a été diffusé au début du mois à Ajaccio, vous accusant après l'arrestation d'un leader nationaliste (\*). Qu'avez-vous à dire ?**

Bernard Squarcini : Ce sont des règlements de compte en mon "absence", lorsque j'étais en poste à Marseille, des fuites organisées, dans un contexte d'alors de relations difficiles avec la PJ en Corse. Cela me rappelle les années 90. Je suis en train de voir avec mon avocat Marc Maisonneuve, qui s'occupe du dossier Clearstream, où j'étais déjà mis en cause, quelles suites judiciaires donner à l'affaire. Je ne suis pas inquiet. Aujourd'hui, la véritable activité, c'est plutôt l'ETA, le terrorisme islamiste et le contre-espionnage.

*(\*) Bernard Squarcini a déjeuné à Paris en janvier dernier avec Christophe Angelini, un nationaliste modéré, pour aborder les sujets liés à la Corse. L'élu a été interpellé par la PJ après leur rendez-vous, dans le cadre d'une affaire de blanchiment et d'escroquerie.*

Post-scriptum :

<http://www.laprovence.com/articles/...>